



L'impact de la dévaluation sur la petite entreprise au Burkina Faso

LA dévaluation de 50 % du franc CFA en janvier 1994 a été une véritable révolution économique pour les pays d'Afrique francophone. Aussi est-il aujourd'hui intéressant d'analyser son impact sur un secteur dynamique, celui de la petite entreprise (1). L'ambition de cette étude focalisée sur les résultats observés sur le terrain est d'être aussi bien un outil de réflexion (perspective macro-économique) qu'une aide à la décision sur le court terme.

Justification d'une dévaluation

Indépendamment du renforcement de la solvabilité des États au niveau de leurs balances des paiements ou de leurs équilibres budgétaires, la dévaluation devait, selon la Banque mondiale et le FMI, améliorer la compétitivité des entreprises, favoriser les productions locales et stimuler les exportations. Que

(1) Enseignant et consultant en Afrique depuis 1982, l'auteur collabore depuis 1994 avec les universités de Ouagadougou et de Groningue. Il vient de publier à L'Harmattan, *La petite entreprise africaine. Mort ou résurrection ? Étude socio-économique en Afrique de l'Ouest*.

s'est-il en fait passé entre 1994 et 1996, en particulier au Burkina ?

Le Burkina Faso

Situé entre le Mali et le Niger, le Burkina est un pays sahélien enclavé de 274 000 km². Sa population est estimée à 10 millions d'habitants dont 85 % en milieu rural. Depuis trente ans, la croissance démographique annuelle a été d'environ 3 %, et de 5 % pour la population urbaine. Si l'on considère comme villes tous les centres de plus de 5 000 habitants, la population urbaine serait supérieure à 25 %.

La dernière grande sécheresse remonte à 1983-1984. Il faut cependant distinguer l'ouest du pays, où les pluies plus abondantes et les terres plus riches permettent la culture du coton et de l'arachide, du plateau central autour de Ouagadougou, surpeuplé et affligé de terres appauvries en voie de désertification.

Peuplé d'ethnies diverses (2), le

(2) Mossi 52 %, Peul 11 %, Bobo 7 %, Gourounsi 5,3 %, Bisa-Samo 6,9 %, Sénoufo-Marka-Dioula 4,7 %, Gourmantché 4,5 %, autres (Lobi, Dagari, Gouin...) 8,6 %.

territoire actuel est organisé autour de l'ancien empire mossi, royaume centralisé dont la fondation remonte au XIII^e siècle. Cet héritage historique est un des facteurs principaux de cohésion du Burkina, pays où l'on trouve une solidarité nationale exceptionnelle pour l'Afrique : l'État n'est pas ici une création coloniale.

Le commerce extérieur burkinabè

Le Burkina Faso, « pays des hommes intègres » depuis le passage de Sankara (3), est une nation pauvre (4) mais qui a la réputation d'être bien gérée. La dette par habitant était en 1992 la plus faible d'Afrique (111 dollars) de même que le rapport dette/PNB (36 %), le Burkina étant le seul pays à être au-dessous du plafond fixé par les argentiers (50 %). Quant au taux de croissance réel par habitant entre 1985 et 1992, le Burkina est l'un des rares pays à avoir un taux positif (0,9 %).

Cependant, le taux de couverture des importations par les exportations n'est en moyenne que de 49 % au cours de la dernière décennie. Depuis la dévaluation, on observe une amélioration de ce taux qui est passé de 55 % en 1993 à environ 60 % en 1994 et 1995 à la grande satisfaction des bailleurs de fonds. Notons l'évolution positive de l'ensemble du commerce de l'UEMOA (5) où le solde commer-

cial est passé de - 28 milliards de francs CFA en 1993 à + 223 milliards en 1994 (6).

En 1994 et 1995, les exportations de coton (7) ont augmenté, tandis que celles de bétail ont « explosé » en 1994 et se sont maintenues en 1995. Quant aux importations de biens de consommation et d'équipement, quoique ayant elles aussi gonflé, elles ont été largement compensées par l'aide publique internationale, qui a augmenté de 66 % en 1994 et de 164 % en 1995 par rapport à 1993.

La hausse des prix au Burkina a été de 30 % en 1994 mais seulement de 5 % au premier semestre 1995, soit 35 % au total, l'inflation ayant été plus forte dans les pays pétroliers (45 % au Gabon et au Congo) que dans les pays sahéliens (Burkina, Mali, Niger).

Aussi les unités industrielles, qui utilisent une forte composante de produits importés et qui sont tournées vers les marchés intérieurs, « ont une activité déprimée sous le double effet du renchérissement du coût des intrants et de la contraction de la demande intérieure » (8). Nous allons, hélas, conforter cette observation au cours de notre voyage au cœur de la petite entreprise.

La petite entreprise (PE) au Burkina Faso

La petite entreprise est une personne morale ambiguë. Avant de la

monétaire ouest-africaine (Bénin, Burkina, Côte-d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo).

(6) *Macroéconomie et finances*, n° 5, Coopération française, juin 1995.

(7) Le relèvement de 40 % du prix d'achat du coton en 1994 stimulera cette culture si la hausse du prix des intrants reste modérée.

(8) *Macroéconomie et finances*, n° 5, Coopération française, juin 1995.

(3) Le capitaine Sankara a impulsé entre 1983 et 1987 une rénovation du pays, basée sur le nationalisme et une idéologie tiers-mondiste à tendance marxiste.

(4) Son PIB était de 311 dollars US en 1993 et de 180 dollars US en 1994, la dévaluation l'ayant ramené à un niveau inférieur à celui de 1985, selon l'INSD (Institut national de la statistique et de la démographie), Ouagadougou.

(5) UEMOA : Union économique et

BALANCE COURANTE DU BURKINA FASO DEPUIS 1985
(Milliards FCFA)

	1985	1987	1989	1991	1993	1994	1995
Exportations (FOB)	58,8	69,1	58,9	75,9	74,3	125,4	136,2
- Coton	11,7	20,1	14,4	29,3	22,2	32,8	52,9
- Élevage	6,4	5,4	6,2	8,2	8,2	32,9	35,5
- Or	5,9	14,5	11,4	11	8,1	9,7	14,7
Importations (FOB)	151,8	139,2	137	138,4	133,4	202,7	227,2
- Pétrole	16,4	8,5	8,5	12	11,4	15,6	16,8
- Équipement	40,1	52	32,2	31,3	27,6	46,2	64,4
Balance commerciale	- 93	- 70,1	- 78,1	- 62,5	- 59,1	- 77,3	- 91
Taux de couverture (Exp/Imp)	38,7 %	49,6 %	42,9 %	54,8 %	55,6 %	61,8 %	59,9 %
Balance des biens et services	- 144,8	- 119,7	- 126	- 115,3	- 103,7	- 136,5	- 151,5
Balance courante							
- avec dons	- 25,1	- 11,9	+ 32,5	- 26,4	- 21,7	+ 4,8	+ 44,5
- sans dons	- 82,1	- 70,4	- 81,2	- 87,6	- 80,3	- 106,3	- 121,1

Instrument automatisé de prévision, INSD-GTZ.

définir, nous allons la situer dans un ensemble plus vaste, celui du secteur non structuré.

L'importance du secteur non structuré ou informel

En cette fin de siècle, la répartition du PIB en Afrique noire se fait entre les secteurs agricole, moderne et informel. L'informel n'a quasiment aucun droit de cité, alors qu'il assure la survie des économies urbaines. Il accueille l'essentiel de l'exode rural depuis bientôt trente ans et bénéficie des taux de croissance les plus élevés dans les villes bouillonnantes de l'an 2000 ! On estime la contribution du secteur non structuré à environ 30 % du PIB du Burkina Faso, à égalité avec le secteur primaire et devant le secteur industriel (9). Environ 75 % des emplois urbains seraient fournis

par le secteur non structuré, 15 % par les services gouvernementaux et un peu plus de 10 % par le secteur moderne. Entre 1985 et 1992, sa croissance a été plus rapide que celle du secteur moderne et du secteur primaire ; sa contribution dans les secteurs secondaire et tertiaire serait respectivement de 62,6 % et de 55,2 %.

Le secteur informel supérieur

Le secteur informel occupe un immense espace qu'il faut segmenter, car il regroupe des ensembles peu homogènes. Qu'y a-t-il en effet de commun entre un marchand ambulancier de cigarettes ou de légumes et un soudeur ou un menuisier ? Or, ils sont tous classés informels parce qu'ils ne tiennent pas de comptabilité écrite ou ne paient pas de cotisation à la caisse nationale de Sécurité sociale.

Aussi l'étude s'est-elle focalisée sur le secteur informel supérieur car il comprend des PE qui ont des ca-

(9) Idrissa Ouédraogo, Guéda Jacques Ouédraogo, *Étude sur le secteur informel au Burkina Faso*, Banque mondiale, Ouagadougou, 1994.

ractéristiques entrepreneuriales, avec des locaux fixes, une activité régulière (non saisonnière) et un capital minimal. Les plus petites d'entre elles ressemblent aux micro-entreprises tandis que les plus importantes présentent des caractéristiques proches de celles du secteur intermédiaire (comptabilité écrite). La comptabilité y est sommaire (cahier entrée-sortie) mais les entreprises dégagent un excédent brut d'exploitation, qui leur permet de renouveler leur équipement ou de faire des investissements, bref de prétendre à la croissance.

Enquête sur la petite entreprise burkinabè

La PE ayant été privilégiée, on a interrogé 200 entreprises (10) à Ouagadougou et en province ayant les caractères suivants : établissements fixes créés avant 1992 (pour pouvoir mesurer l'impact de la dévaluation) avec un capital de 150 000 à 15 millions de francs CFA ; 40 % environ des PE enquêtées appartiennent à l'artisanat utilitaire, sous-secteur intéressant à cause d'éventuels produits de substitution.

Une enquête socio-économique

La PE burkinabè ne peut s'appréhender en fonction des critères classiques issus du secteur moderne. L'environnement africain a des effets immédiats sur son fonctionnement, son management, sa

(10) La recherche a été effectuée entre 1994 et 1996 dans le cadre de la faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université de Ouagadougou au Burkina Faso, grâce au soutien de l'université de Groningue aux Pays-Bas.

rentabilité et sa croissance (11). Aussi, le questionnaire a été simplifié au maximum : les amortissements n'ont pas été calculés et l'analyse s'est arrêtée à l'excédent brut d'exploitation. Les résultats de l'enquête ont ainsi permis de reconstruire un compte de résultat mensuel simplifié avant et après la dévaluation et de comparer le mois de l'enquête à un mois équivalent avant la dévaluation.

Cette étude, où la mémoire a été privilégiée, vu la rareté des informations écrites comme les archives comptables, a été réalisée moins de deux ans après la dévaluation pour éviter que les données ne s'estompent avec le temps. L'essentiel étant la valeur des informations récoltées, leur qualité plutôt que leur nombre, l'enquête a été de style qualitatif, anthropologique même dans l'approche des interlocuteurs. Certains objecteront que les artisans ne comprennent rien à la gestion et ne savent pas faire la différence entre un chiffre d'affaires et un bénéfice. C'est faux : en général, ils ont leurs comptes dans la tête (12), même ceux qui n'ont pas de cahiers, et ils connaissent la variation de leurs marges.

Caractéristiques de la PE étudiée

68 % des entrepreneurs interrogés sont alphabétisés ; 47 % des alphabètes tiennent une comptabilité, mais seulement 29 % des analphabètes.

Depuis vingt années, le financement du secteur informel n'a pas

(11) J.-L. Camilleri, *La petite entreprise africaine. Mort ou résurrection*, Paris, L'Harmattan, 1996.

(12) « Tout est dans ma tête », rétorqua un jour El Hadj Oumar Kanazoé, homme d'affaires burkinabè milliardaire, à un partenaire qui lui reprochait de ne pas avoir amené ses livres de comptes.

**VARIATION DES CHIFFRES D'AFFAIRES
DEPUIS LA DÉVALUATION**

Variation apparente positive

MÉTIERS	CA actuel	CA avant	Var. posit.	Coeff.	Var. réelle
Commerçants (Ouaga)	2 344 400	2 032 100	15 %	35 %	- 14 %
Soudeurs (prov.)	531 000	389 100	37 %	40 %	- 2 %
Menuisiers (prov.)	281 600	271 100	4 %	31 %	- 20 %
Tailleurs (prov.)	276 600	218 900	26 %	18 %	7 %
Dolotières	530 300	329 600	61 %	13 %	42 %
Ferblantiers	517 000	482 100	7 %	37 %	- 20 %
Bâtiment	6 813 700	3 472 900	96 %	35 %	45 %

prov. : province ; Ouaga : Ouagadougou ; CA : chiffre d'affaires

Variation apparente négative

MÉTIERS	CA actuel	CA avant	Var. posit.	Coeff.	Var. réelle
Commerçants (prov.)	383 800	806 800	- 52 %	35 %	- 64 %
Soudeurs (Ouaga)	664 700	776 000	- 14 %	40 %	- 38 %
Menuisiers (Ouaga)	811 500	1 025 600	- 21 %	31 %	- 39 %
Tailleurs (Ouaga)	364 400	515 800	- 29 %	18 %	- 40 %
Forgerons	346 100	512 100	- 32 %	35 %	- 50 %
Mécaniciens	57 800	75 700	- 24 %	35 %	- 43 %
Restaurateurs	531 700	792 500	- 39 %	25 %	- 46 %
Photographes	204 200	239 600	- 15 %	35 %	- 36 %

prov. : province ; Ouaga : Ouagadougou ; CA : chiffre d'affaires

changé, que l'on se situe au niveau global ou à celui de l'informel supérieur. En effet, si on reprend les chiffres de van Dijk (13), on s'aperçoit que 91 % des PE sont financées par l'épargne personnelle et familiale alors que l'étude donne un chiffre équivalent de 92 %. Aide-toi, le ciel t'aidera ! Telle est la maxime du petit entrepreneur qui doit, dans les deux tiers des cas, trouver seul son financement avant d'espérer compléter sa mise par un apport familial, éventuellement tontinier ou bancaire...

Le mode de production se fait à la commande dans 67 % des cas et non en avance (stocks de produits finis) : la concurrence est virulente, locale en province (91 %

des entreprises) mais aussi internationale à Ouagadougou (30 %), de nombreux artisans étant concurrencés par les importations en provenance d'Europe, d'Asie ou de la sous-région : savons d'Europe de l'Est, équipement mobilier de France, vaisselle de Chine, huile de Malaisie, pièces détachées du Ghana, produits de beauté du Nigeria...

L'impact de la dévaluation

On étudiera cet impact en s'appuyant sur l'évolution des chiffres d'affaires, des coûts de production et de la rentabilité des petites entreprises interrogées (14).

(13) M.-P. van Dijk, *Le secteur informel à Ouagadougou*, Paris, L'Harmattan, 1986.

(14) Le tableau de l'ensemble des résultats de l'enquête est donné en annexe.

VARIATION DE LA VALEUR AJOUTÉE (VA)

MÉTIERS	VA actuelle	VA avant	Variation
Commerçants (Ouagadougou)	604 000	456 000	32 %
Soudeurs (province)	153 000	126 000	21 %
Tailleurs (province)	157 000	146 000	24 %
Dolotières	240 000	149 000	61 %
Entrepreneurs en bâtiment	1 815 000	1 259 000	44 %
Commerçants (province)	55 000	122 000	- 55 %
Soudeurs (Ouaga)	274 000	382 000	- 28 %
Menuisiers (Ouaga)	353 000	558 000	- 37 %
Menuisiers (province)	77 000	98 000	- 35 %
Tailleurs (Ouaga)	226 000	377 000	- 40 %
Ferblantiers	219 000	262 000	- 16 %
Forgerons	118 000	212 000	- 44 %
Mécaniciens	47 000	68 000	- 30 %
Restaurateurs	163 000	354 000	- 54 %
Potières	33 900	42 300	- 19 %
Photographes	151 000	194 000	- 22 %
Moyenne province	183 000	171 000	7 %
Moyenne Ouaga	382 000	468 000	- 18 %
Moyenne globale	300 000	349 000	- 14 %

Évolution des chiffres d'affaires (CA) depuis la dévaluation

Avec la hausse des prix consécutive à l'inflation, la comparaison entre les chiffres d'affaires mensuels ne permet pas d'évaluer l'évolution des entreprises. Pour mesurer le va-

n'a augmenté que chez les tailleurs de province, les dolotières (16) et les entrepreneurs en bâtiment.

Coûts de production

Sauf chez les dolotières qui n'importe pas le coût de la main d'œuvre,

LE RATIO DE MARGE BRUT

MÉTIERS	EBE/CA actuel	EBE/CA avant
Commerçants (Ouagadougou)	21,1 %	18,2 %
Commerçants (province)	13,7 %	14,5 %
Soudeurs (Ouagadougou)	35,3 %	44,8 %
Soudeurs (province)	21,7 %	23,7 %
Menusiers (Ouagadougou)	37,9 %	50,2 %
Menusiers (province)	17,8 %	28,4 %
Tailleurs (Ouagadougou)	47,8 %	61,4 %
Tailleurs (province)	41,3 %	44,3 %
Dolotières	40,9 %	35,2 %
Ferblantiers	28 %	38,2 %
Bâtiment	15,3 %	18,8 %
Forgerons	24,6 %	36,7 %
Mécaniciens	28,2 %	35,9 %
Restaurateurs	22,6 %	36 %
Potières	45,4 %	50,5 %
Photographes	52 %	64,9 %
Moyenne province	19,9 %	25,3 %
Moyenne Ouagadougou	30,1 %	37,5 %
Moyenne globale	25,7 %	33,8 %

EBE : Excédent brut d'exploitation ; CA : chiffre d'affaires

toujours à environ 6 000 francs CFA par mois.

Quant aux impôts et taxes, ils n'ont pas évolué : ils se sont stabilisés à 3 600 francs CFA mensuels par entreprise.

Analyse financière

Après avoir calculé chiffres d'affaires et coûts de production, on peut maintenant mesurer l'impact de la dévaluation sur la rentabilité des entreprises. Deux indicateurs ont été privilégiés : la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation (17).

Valeur ajoutée et ratio de productivité

Rappelons que le PIB est la somme des valeurs ajoutées. Or la

(17) Valeur ajoutée (VA) = chiffre d'affaires (CA) - achat de marchandises - consommations intermédiaires.

Excédent brut d'exploitation (EBE) = VA - main-d'œuvre - taxes.

valeur ajoutée (VA) a baissé en moyenne de 14 % pour les petites entreprises. Vu l'augmentation du poids des consommations intermédiaires qui est passé de 37 à 46 % dans le chiffre d'affaires alors que ce dernier n'a augmenté (nominalemment) que de 5 %, cette baisse confirme les résultats antérieurs. Quant au ratio de productivité (VA/CA), il est plus élevé à Ouagadougou (37 %) qu'en province (31 %) où les activités sont pénalisées par les frais de transport.

Évolution de l'excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation (EBE) ou bénéfice hors amortissements varie dans le même sens que la valeur ajoutée : il a diminué dans la plupart des cas.

La rentabilité des dolotières et des entrepreneurs en bâtiment doit être mise en corrélation avec l'accroissement de leur activité. La va-

riation positive chez les soudeurs et les tailleurs de province s'explique par la proximité du monde rural qui a réussi à maintenir son pouvoir d'achat. Quant aux commerçants de Ouagadougou, ils ont une position de monopole. Les variations négatives les plus significatives de l'EBE se rencontrent chez les restaurateurs et les commerçants de province, les forgerons, les tailleurs et les menuisiers de Ouagadougou, les mécaniciens, ces métiers ayant tous enregistré une forte diminution de leur activité dans les deux années qui ont suivi la dévaluation.

Le ratio de marge brute

La marge bénéficiaire des entreprises a quasiment partout diminué depuis la dévaluation passant en moyenne de 33,8 à 25,7 %. La plupart des entrepreneurs ont dû diminuer leurs marges, augmentant leurs prix au minimum pour conserver leur clientèle. En conclusion, seuls le bâtiment qui a le vent en poupe (ne serait-il pas devenu une valeur refuge ?), le *dolo*, produit de substitution facile à fabriquer, et le commerce de Ouagadougou (monopole) sont florissants depuis la dévaluation. Ailleurs, à l'exception de quelques artisans de province (soudeurs, tailleurs), la situation est celle d'une crise généralisée.

Mort ou résurrection ?

L'avenir de l'Afrique de l'Ouest passe probablement plus par la dynamisation du secteur informel, supérieur ou intermédiaire, que par la croissance d'un secteur moderne extraverti en stagnation depuis une génération (18). Cependant, la dé-

valuation a affaibli de nombreuses petites entreprises à cause de la dépression des marchés urbains, avec la baisse générale du revenu des ménages (19). Globalement, les chiffres d'affaires réels ont baissé de 22 %, la valeur ajoutée de 14 % et les marges de 24 %. De plus, restriction des dettes, augmentation des créances et hausse des coûts de production ont entraîné une augmentation des besoins en fonds de roulement.

Les petits entrepreneurs se plaignent du raccourcissement des délais de paiement accordés par leurs fournisseurs alors que, pour pouvoir vendre, de nombreux commerçants sont obligés de « faire crédit ». Pour répondre à l'augmentation de ces besoins en fonds de roulement, le crédit auprès de sources externes pouvait être une solution. En fait, seuls 23 % des entrepreneurs interrogés ont pu emprunter de l'argent à un projet, une caisse populaire ou un particulier, 5,7 % seulement ayant obtenu un crédit bancaire.

Les grandes sociétés sont aussi victimes de la contraction de la demande, de l'augmentation des coûts de production et de difficultés financières. Certaines ont réorganisé leurs circuits d'approvisionnement en s'orientant vers l'Asie pour l'achat de leurs intrants et diminué leurs marges pour ne pas rater la hausse des coûts de production. Ceci leur a permis de rebondir en 1995 comme la SAP (fabrication de pneumatiques) ou la SIFA (chaîne de montage de cycles)

L'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020, OCDE/BAD/CILSS, 1994.

(19) On observe le même phénomène dans plusieurs autres pays, dont le Cameroun. Cf. Ph. Hugon, « Le Cameroun dans l'entre-deux. Sortir de la récession et préparer l'après pétrole », *Politique africaine*, juin 1996.

(18) Cf. J.-M. Cour, *Pour préparer*

à Bobo Dioulasso (20). Les PE n'ont pas la même latitude pour réorienter leurs importations (intrants ou matériel d'équipement) ; néanmoins, le monde du petit entrepreneuriat connaît des mutations, réflexes de survie et d'adaptation au nouveau contexte économique. C'est la raison pour laquelle, une nouvelle dévaluation risquerait de démobiliser définitivement un entrepreneuriat qui relève à peine la tête après la secousse de janvier 1994, alors qu'il a engrangé peu de bénéfices depuis l'amélioration théorique de sa compétitivité.

En fait, les « contestataires » des thèses du FMI et de la Banque mondiale avaient raison. *« On voudrait nous faire admettre des évolutions économiques quasi miraculeuses qui restaureraient la compétitivité des économies africaines alors que l'offre de produits de base est excédentaire..., et que l'industrie locale est inexistante ou presque... »* (21). *« Pour qu'une meilleure compétitivité des industries locales soit observée..., il faudrait que l'appar-*

trop sophistiquée Europe. C'est vers l'Inde, l'Asie du Sud-Est ou l'Afrique anglophone que les petits entrepreneurs (et les structures d'appui) doivent se tourner pour impulser un nouveau développement, en particulier dans le domaine des matériels d'équipement. Qu'ils s'inspirent de la spécialisation flexible (23) qui se développe en Asie avec une main-d'œuvre douée d'une mentalité innovatrice, l'utilisation de technologies et d'équipements polyvalents et le regroupement de micro et petites entreprises en réseaux pour la sous-traitance et la promotion de nouveaux produits. Qu'ils auscultent aussi le Nigeria ou le Ghana, peut-être des modèles de l'Afrique de demain avec leurs pépinières d'entreprises dynamiques !

Jean-Luc Camilleri
Maître de conférences associé
à l'Université de Ouagadougou

ANNEXE
L'IMPACT DE LA DÉVALUATION PAR MÉTIER

	Caractéristiques financières des petites entreprises							
	<i>Total</i>	<i>Ouaga (O)</i>	<i>Province (P)</i>	<i>Commerce O</i>	<i>Commerce P</i>	<i>Soudeur O</i>	<i>Soudeur P</i>	<i>Menuisier O</i>
Investissement brut (immob.)	971 000	1 022 100	849 000	1 576 000	307 000	704 000	1 118 000	573 000
Valeur de réalisation en 1995	1 190 000	1 090 000	1 429 000	1 370 000	108 000	605 000	1 603 000	981 000
Besoin fonds de roulem. (BFR)	780 000	672 000	939 000	1 309 000	489 000	331 000	394 000	583 000
Invest. total (immob. + BFR)	1 751 000	1 694 100	1 788 000	2 885 000	796 000	1 035 000	1 512 000	1 156 000
Chiffre d'aff. (CA) mensuel	892 000	1 018 000	588 000	2 344 000	383 000	665 000	531 000	811 000
CA mensuel avant dévaluation	846 000	1 068 000	455 000	2 032 000	806 000	776 000	389 000	1 025 000
Consom. interm. (CI) mens.	415 000	349 000	405 000	308 000	97 000	390 000	372 000	454 000
CI mensuelles av. dévaluation	318 000	316 000	254 000	227 000	296 000	393 000	259 000	462 000
Valeur ajoutée (VA) mensuelle	300 000	382 000	183 000	604 000	55 000	274 000	153 000	353 000
VA mensuelle avant dévaluation	349 000	468 000	171 000	456 000	122 000	382 000	126 000	558 000

L'IMPACT DE LA DÉVALUATION PAR MÉTIER (suite)

<i>Menuisier P</i>	<i>Tailleur O</i>	<i>Tailleur P</i>	<i>Dolotière</i>	<i>Potière</i>	<i>Mécanicien</i>	<i>Forgeron</i>	<i>Ferblantier</i>	<i>Photographe</i>	<i>Restauration</i>	<i>Bâtiment</i>
462 000	826 000	762 000	238 000	10 000	50 000	1 429 000	84 400	836 000	494 000	5 123 000
792 000	702 000	1 504 000	153 000			2 550 000	76 000	763 000	384 000	